

Daniel Bensaïd, Philippe Mangeot,
Philippe Merlant et Michel Surya

Où va la gauche critique ?

Directeurs ou rédacteurs en chef de revues, Daniel Bensaïd (Contretemps), Philippe Mangeot (Vacarme), Philippe Merlant (Transversales) et Michel Surya (Lignes) confrontent leurs analyses et tracent des pistes pour des alternatives au libéralisme. Leurs réflexions se situent au cœur d'une actualité féconde en émergences de nouvelles forces culturelles et sociales. Un entretien coordonné par Christophe Kantcheff

Matignon, il paraît qu'on en parle tous les jours. C'est que la gauche critique – ou gauche de la gauche – est devenue une force incontestable, certes multiple et parfois contradictoire, mais menaçante un an avant des élections présidentielle et législatives dont les résultats sont aujourd'hui imprévisibles. L'histoire de sa maturation se raconte sur une décennie. En France, le renouveau associatif du début des années quatre-vingt-dix, avec l'apparition du Dal, d'Act Up, d'AC!, des collectifs de sans-papiers ou, dans le milieu syndical, celle de Sud, a débouché sur la création de ce qu'on a désormais appelé le mouvement social, fédéré par les grandes grèves de 1995. Puis se sont succédé quelques coups d'éclat : l'extraordinaire développement d'Attac, la « geste » enthousiasmante de José Bové... Enfin, au niveau international, l'organisation de contre-sommes aux conférences de l'OMC a rencontré un succès toujours plus considérable, à Seattle, puis à Porto Alegre, et est même en voie de s'institutionnaliser.

Parallèlement, quelque chose s'est passé

dans les urnes. On a vu l'extrême gauche relever la tête aux élections à partir de la présidentielle de 1995, où Arlette Laguiller a obtenu 5 %, un bon score confirmé aux régionales et aux Européennes par LO et la LCR. Aux municipales du mois de mars, les listes Motivé-e-s et citoyennes, qui se voulaient l'expression d'une façon de faire de la politique autrement, ont réussi une belle percée. Quant à l'abstentionnisme, il est devenu l'un des principaux phénomènes de chaque scrutin.

Il y avait de quoi vouloir faire le point sur cette gauche de la gauche protéiforme, qui foisonne d'initiatives et de projets pour contrer la mondialisation libérale. À sa manière, cette table ronde s'inscrit dans le débat sur le deuxième tour que nous avons initié dans ces pages et qu'une tribune de Jean-Luc Mélenchon avait inauguré (voir *Politis* n° 651).

La question de l'autonomie de la gauche de la gauche, y compris au plan électoral, ne s'est jamais posée de façon aussi aiguë. Pour la première fois, la LCR semble ne plus vouloir accepter « la logique du moindre mal ». Mais la question du second tour n'est qu'un aboutissement. Elle ne peut être envisagée sans avoir au préalable mis à l'épreuve la crédibilité des alternatives possibles au type de capitalisme qu'aujourd'hui nous subissons. Et elle commence à avoir un contenu si les mouvements sociaux trouvent à s'exprimer dans l'espace politique. Où va la gauche critique ? La question est ambitieuse. Des revues à la croisée de l'engagement militant et du travail théorique n'étaient pas si mal placées pour y répondre. Daniel Bensaïd pour *Contretemps*, Philippe Mangeot pour *Vacarme*, Philippe Merlant pour *Transversales* et Michel Surya pour *Lignes* s'y sont essayés. Qu'ils en soient ici remerciés.

Christophe Kantcheff

En quête d'alternatives crédibles

Politis : *Y a-t-il une alternative crédible au libéralisme ?*

Michel Surya : La question n'est pas de savoir s'il y a une alternative possible au libéralisme, la question est de savoir pourquoi nous ne nous résignons pas à l'idée qu'il puisse ne pas y avoir d'alternative. L'engagement politique ne dépend pas de l'hypothèse que nous ferions qu'il y a une chance que nous réussissions. Il consiste à créer les conditions pour qu'une telle possibilité existe. C'est-à-dire : ne pas cesser de nuire au système dominant, ne pas cesser de faire en sorte que s'agencent des possibilités d'alternative.

Daniel Bensaïd : J'aimerais bien pouvoir ne pas me poser la question ! Mais étant dans une logique militante de construction de forces, je suis bien obligé de me la poser. Il y a un point d'inflexion qui permet de l'aborder, c'est la propagation planétaire du thème de Seattle : « Le monde n'est pas une marchandise ! Le monde n'est pas à vendre. » C'est une belle négation. Mais le temps est peut-être mûr pour la négation de la négation !

Si le monde n'est pas une marchandise, que peut-il être, ou que voulons-nous qu'il soit ? Cela met à l'ordre du jour – si ce n'est en termes d'architecture du futur, au moins en termes de démarche – une logique, une pédagogie du service public, du bien commun et de l'appropriation sociale, qui n'est pas seulement d'ordre économique mais aussi démocratique. On observe aujourd'hui la rapidité à laquelle se développe un processus de délégitimation du dispositif institutionnel de Bretton Woods :

FMI, Banque mondiale et OMC. Cela ne suffit pas à définir une alternative, mais cela annonce une crise de légitimité. Il est divertissant de constater que le prochain sommet de l'OMC se réfugie au Qatar, que le sommet de la Banque mondiale a été annulé à Barcelone, que le sommet du G7 de Gênes envisage de se tenir sur un bateau en haute mer pour éviter les manifestations !

Les alternatives naissent notamment dans les crises. Elles ne sont pas de l'ordre de la projection ou de la spéculation rationnelle, mais de l'expérience et du mouvement d'opposition réelle à l'ordre existant. Sans être exagérément optimiste, il se peut qu'on s'approche de quelque chose. En Angleterre, une majorité de l'opinion s'est retournée contre les privatisations de l'époque Thatcher. En Argentine, alors que le mouvement social était détruit par les armées de la dictature, c'est une vague de grèves incessantes depuis décembre. *Idem* en Grèce récemment. Cette inflexion, certes inégale, est internationale. Elle demeure dans un contexte défensif et difficile, mais par rapport au début des années quatre-vingt-dix, le frémissement est clair.

Philippe Merlant : J'ai envie de dire : « alternative à quoi ? ». Nous avons affaire aujourd'hui à un capitalisme d'un type particulier, bourgeois, mondialisé et informationnel qui, depuis deux ou trois ans, est remis en cause.

Il n'y a pas une seule alternative, mais plusieurs, encore en émergence et fragmentées. Certaines réponses, d'ailleurs, ne sont que d'autres types de capitalisme possibles ! La situation n'est pas : un modèle, et un autre en face qu'on peut lui opposer. Mais plutôt un grand nombre de tentatives, les unes pour réguler ce système qui a prouvé son inefficacité, sinon sa monstruosité, les autres pour

s'inscrire dans une logique de rupture par rapport aux fondements de ce système.

Dans toutes ces alternatives qui se dessinent, y en a-t-il qui sont compatibles, y en a-t-il qui sont contradictoires, y a-t-il des possibilités d'alliance ? C'est la grande question d'aujourd'hui.

Philippe Mangeot : L'intitulé de la question est décourageant pour la pensée politique : il sous-entend que le libéralisme est un processus massif et univoque.

J'ignore s'il y a une alternative ; mais je sais qu'il existe des mouvements qui travaillent à faire « fuir » le système. Quand des chômeurs revendiquent un revenu plutôt qu'un emploi, ils extraient la lutte des chômeurs de la lutte contre le chômage, déconnectent la référence exclusive à l'emploi qui est au cœur du système libéral et contestent la valeur centrale du travail. Il nous faut être attentif à tous ces mouvements de résistance minoritaires – absentéisme, refus d'embauche, objection de conscience, etc. : ils introduisent des lignes de fuite qui sont aussi des lignes de construction, et qui inventent des possibilités locales d'alternative au libéralisme.

Politis : *Vous avez répondu sur l'alternative, moins sur sa crédibilité...*

Philippe Merlant : Ces initiatives sont crédibles si des actions « ponctuelles » provoquent un effet de levier. C'est le cas des mouvements de chômeurs dont parlait Philippe Mangeot, qui sont sortis de la revendication du travail pour aller vers celle d'un revenu universel garanti.

Daniel Bensaïd : Porto Alegre II sera un énorme « machin » ! Se pose désormais la question, dans le mouvement antimondialisation

marchande, de la constitution d'une aile radicale des mouvements sociaux autour de thèmes concrets : la dette, le FMI, les plans d'ajustement, etc. L'autre problème qui va se poser au mouvement antimondialisation, c'est son rapport avec le mouvement ouvrier. Même si les syndicats sont souvent dévalués du fait de leur conservatisme bureaucratique, le mouvement syndical reste, de loin, le plus gros des mouvements sociaux. On aurait tort de l'oublier. Seattle n'aurait pas été Seattle sans la participation de l'AFL-CIO, qui n'est pas, loin s'en faut, un syndicat révolutionnaire. À Porto Alegre, l'an prochain, la présence syndicale sera très importante.

Philippe Merlant : C'est la difficulté de la période dans laquelle nous sommes. Les alternatives ne peuvent naître que de ce mouvement protéiforme, autour d'enjeux ponctuels et partiels. En même temps, chacun sait que le revenu universel garanti tout seul ou la taxe Tobin toute seule ne suffisent pas à créer un effet de levier pour aller au-delà de la simple régulation du système.

Philippe Mangeot : Le militant d'Act Up que je suis est très engagé dans le combat pour les antirétroviraux génériques. Dans ses formes actuelles, ce combat joue avec les ambiguïtés du libéralisme : on réclame la suspension de la protection de la propriété intellectuelle et la mise en concurrence des producteurs de copies et des producteurs de médicaments brevetés. De même, l'exigence du revenu universel garanti n'est pas exempte d'une dimension libérale. Dans tous ces cas, il s'agit de prendre le libéralisme à son propre piège, en ayant en tête que le libéralisme tire sa substance des forces de libération, qu'il leur laisse – malgré tout, et à son corps défendant –, une place.

Philippe Merlant : Pourvu qu'on accepte de voir que le marché n'est pas propre au capitalisme ! Le capitalisme a recours au marché quand il en a besoin. Il n'y a plus recours quand il n'en a plus besoin. Penser l'alternative au système actuel, c'est arriver à déconnecter des choses qui ont l'air aussi intimement liées que le marché et le capitalisme.

Michel Surya : Le piège que nous pose la question c'est : y a-t-il une alternative globale, qu'empiriquement nous pourrions déduire des engagements qui sont les nôtres ? Daniel Bensaïd énumère des points où s'observent ici des résistances, là des alternatives ; c'est évident que par rapport à ce qu'il nous a fallu vivre, ça rassure un peu, ça fait du bien. On enregistre Seattle, on enregistre une masse considérable de possibilités de penser autre chose et autrement. Est-ce, pour autant, de nature à constituer une alternative générale ? Ou sont-ce autant de minicrises d'adaptation que le capitalisme cherche et trouve, presque malgré lui, avec ces mouvements ? Se poser la question de l'alternative, c'est aussi, c'est d'abord poser la question de la politique.

Politis : *Justement, la question de l'articulation entre les angles d'attaque de la mondialisation marchande tels que vous les avez dessinés, et leur représentation politique, au moment des élections notamment, est au cœur de notre débat...*

Daniel Bensaïd : Bien entendu, on ne peut pas faire l'impasse sur les moments forts de la vie politique, fussent-ils électoraux comme une présidentielle ou des législatives, même s'ils nous enquiquinent. Ce sont des moments constitutifs des rapports de forces. Quand les rapports de forces électoraux sont trop décalés

par rapport au mouvement social, c'est un élément de faiblesse pour les mouvements sociaux eux-mêmes. Si on veut rétablir une certaine idée de politique, il faut faire la démonstration dans la durée d'une volonté de construction d'une « gauche de gauche » (de « gauche authentique », « 100 % à gauche », ou de « gauche révolutionnaire »... à chacun son vocabulaire). La clarté de cet engagement doit primer sur le long terme.

Après, il faut bien évidemment se situer par rapport à des moments tactiques, des moments électoraux... Mais la situation est en train de changer de ce point de vue aussi. Quand un Bernard-Henri Lévy se remet à écrire sur Sartre plutôt que sur Aron, c'est un signe de l'air du temps tout aussi probant que les statistiques de grève que les vents ont commencé de tourner ! Ou bien quand la fondation Saint-Simon s'auto-dissout et que l'on voit fleurir les Copernic et autres associations, c'est un déplacement du débat qui est significatif !

Cette renaissance est constatable bien au-delà de la France et des événements déclencheurs de 1995, même si elle demeure minoritaire et si la spirale des défaites sociales n'est pas finie.

La question qu'il faut se poser, c'est : comment faire bouger les lignes, non seulement sur le terrain social, mais aussi sur le terrain politique, y compris électoral ? Le phénomène Nader ou même les élections anglaises, avec des syndicats qui prennent leurs distances envers le Labour, sont des indices. La manifestation du 9 juin est un phénomène intéressant, au carrefour des mouvements sociaux, du renouveau syndical et des forces politiques. Ni les grands syndicats, ni le PCF ne souhaitent une manifestation à l'initiative des Danone et Cie, mais le contrôle des appareils est tellement affaibli qu'ils ne pouvaient pas l'empêcher, et

qu'ils étaient obligés de suivre tant bien que mal. Cela aussi est significatif.

Philippe Merlant : À la question : « Contre quoi luttons-nous ? », nous avons jusque-là beaucoup parlé de la sphère économique, mais il y a aussi tout ce qui se joue dans le champ de la démocratie, et notamment pour en éviter la confiscation. Tout ce qui se développe aujourd'hui autour de la revendication de citoyenneté fait partie du mouvement en émergence. On voit apparaître des mouvements citoyens qui se revendiquent comme des acteurs politiques à part entière. Miguel Benasayag montre très bien cela dans son livre sur le contre-pouvoir : on n'a plus affaire à de simples acteurs sociaux, mais à des acteurs politiques « non partidaires ». Du coup, il ne peut plus être question de « traduction politique » de ces mouvements au sens où on l'entendait jadis. Car ces mouvements eux-mêmes contribuent à construire des éléments de réponse politique.

Politis : *Dans ces conditions, comment peut-on envisager le paysage politique de la gauche de la gauche ? Quel est son espace politique ?*

Michel Surya : Nous n'avons pas tous des logiques militantes. Et parmi les militants, il y a ceux qui peuvent trouver à s'inscrire dans une représentation politique existante. Mais à propos du levier qui ferait bouger les choses – métaphore que nous avons déjà utilisée plusieurs fois –, où mettre le pied-de-biche ? À l'intérieur du système représentatif ? Nous en avons fait l'expérience à plusieurs reprises. Avec, à chaque fois, un échec à la clé. La vraie question pour moi est celle de la révolution. Pas forcément la révolution en tant que telle mais la révolution au moins en tant que menace, seule de nature à réinstiller du politique.

Philippe Mangeot : Daniel Bensaïd rappelait qu'au cours des années quatre-vingt-dix, on avait vu se déplacer le curseur, que des mouvements de contestation avaient repris la main. Cela est vrai. Reste que ces mouvements sont aujourd'hui en reflux. De ce point de vue, les élections sont un moment intéressant : elles permettent une mesure et peut-être une modification du rapport de forces. Mais elles peuvent être un piège. Souvenons-nous qu'il y a deux ou trois ans, la traduction politique des mouvements sociaux ne semblait pas aussi difficile à réaliser qu'aujourd'hui.

Daniel Bensaïd : Je ne le pense pas. Le renouveau du mouvement social, accéléré par les grèves de 1995, a posé le problème d'une traduction politique de ce renouveau. Mais cette dynamique a été bloquée par la question de savoir comment répondre à l'arrivée de la gauche au gouvernement. Aujourd'hui, la candidature à la présidentielle d'une personnalité du mouvement social me semble difficilement envisageable parce que les mouvements sociaux ont une fonction spécifique et un caractère unitaire. Se lancer dans une campagne électorale, c'est se définir par rapport au PCF, aux Verts, au PS, à l'extrême gauche, par rapport à un état déterminé du champ politique. Ce serait par conséquent internaliser dans les mouvements sociaux les divisions de ce champ au détriment de leur unité.

Mais je n'ai pas la même appréciation pessimiste que Philippe Mangeot. Aujourd'hui, les luttes partent des licenciements boursiers ou de la renaissance des luttes sur les salaires et, là, les mouvements sociaux sont d'une tout autre dimension que ceux de 1995. Sur le plan syndical, si on regarde la montée des Sud par exemple, du public au privé, à Michelin, au Crédit agricole, etc., il y a modification du rap-

port de forces ; ou bien le développement d'Attac qui est sans commune mesure avec ce qu'a été le développement de Ras l'Front, ou encore le vote extrême gauche qui, me semble-t-il, participe de cette radicalisation élargie.

Quant à l'idée de révolution, outre qu'il faut appeler un chat un chat – et qu'est-ce que signifie changer le monde sinon une révolution ? –, elle dessine l'horizon dans lequel s'inscrivent les actions quotidiennes et qui leur donne sens. Ou bien on fait une politique en miettes, au fil de l'eau, postmoderne, ou bien on l'inscrit dans la durée par rapport à un projet (qu'on ne saurait confondre avec un modèle).

Philippe Mangeot : D'accord, mais l'immédiateté peut être extraordinairement créatrice. C'est en particulier dans les exigences conditionnelles qui sont formulées alors que s'invente à proprement parler du politique. Des cadres politiques considérés comme admis ont ainsi été redéfinis : la nation avec le mouvement des sans-papiers, le travail avec celui des chômeurs...

Dans le paysage politique, où voyez-vous s'exprimer l'évolution du mouvement social. Du côté des Motivé-e-s ?

Philippe Merlant : Je récuse l'idée même d'une « traduction politique » des différentes luttes en cours contre la mondialisation néolibérale. Si l'on envisage les scrutins de l'an prochain, la traduction électorale se fera nécessairement sous des formes plurielles : les voix se partageront entre les Verts, d'éventuelles candidatures « citoyennes », les candidats d'extrême gauche, les votes PC, voire PS, ou dans les abstentions...

En dehors de son caractère symbolique et sympathique, la candidature à la présidentielle d'un représentant des nouveaux mouvements civiques et sociaux me paraît présenter beau-

coup de risques : celui d'une excessive personnalisation (inévitabile dans ce type d'élection), celui d'une fausse unité qui ne correspondrait pas à la diversité de l'ensemble des acteurs ou, à l'inverse, celui d'un éclatement prématuré parce qu'il faut absolument « boucler » un programme et que, du coup, les divergences légitimes deviennent insupportables.

Philippe Mangeot : À ce propos, je crois que le fait que personne n'essaie de s'affronter à la constitution ne serait-ce que d'un programme minimum radical, qui obligerait effectivement à poser les contradictions entre les exigences à formuler et ce qui est travaillé dans les différentes associations, est un indice d'une certaine fragilité du mouvement social.

Philippe Merlant : En ce qui concerne les listes Motivé-e-s, la quasi-absence de programme que l'on a observée lors des municipales me semble conforme à leur projet : veiller à la qualité du processus démocratique, notamment à la prise en compte des aspirations des citoyens. Au niveau national, c'est insuffisant pour asseoir un « programme » au sens traditionnel du terme. Encore qu'il y ait plein de choses à dire sur les conditions d'un renouveau démocratique : réforme des institutions, cumul des mandats, parité, recours à des mécanismes d'initiative populaire...

Daniel Bensaïd : A Toulouse, le mouvement des Motivé-e-s me semble ambivalent. Il exprime d'une part une aspiration radicale – issue par exemple du travail culturel effectué depuis longtemps autour de Tacticollectif – mais il est en même temps un contre-feu politique à la montée en puissance d'une extrême gauche révolutionnaire, qui mêle un sentiment « mouvementiste » d'hostilité à toute forme d'orga-

nisation et un « réalisme » illusoire instrumentalisé par la Gauche socialiste. La difficulté d'une éventuelle fédération des Motivé-e-s vient du fait que cette ambiguïté, difficilement gérable dans le cadre d'élections municipales, l'est bien plus encore au niveau national lorsqu'on doit se situer par rapport au bilan de la politique gouvernementale. Dire qu'on est une force de contrôle et de contre-pouvoir sans exigences programmatiques définies ne suffit plus. Après avoir été un atout attrape-tout, la vacuité du discours révèle ses faiblesses.

Philippe Mangeot : Je suis d'accord. Mais je voudrais soulever une autre question, Daniel Bensaïd, je dois dire que l'éventualité d'une candidature Laguiller portée par la LCR et LO me pose un sérieux problème. Ce serait de la part de la LCR soutenir une candidature extraordinairement étanche à tout ce qui se fabrique dans les mouvements sociaux.

Daniel Bensaïd : Il y a une contradiction évidente, que nous ressentons bien évidemment. Dans les milieux militants, syndicaux et associatifs, le sectarisme condescendant de LO est très largement honni. En même temps, l'électorat d'Arlette (qui dépasse de loin Lutte ouvrière) est composé pour une large part de victimes de la crise qui expriment leur opposition à la politique social-libérale de la gauche plurielle. Pour elles, Arlette est une icône sociale. Or, il y a un « effet papillon » à gauche : un battement d'aile électoral de l'extrême gauche fait frémir l'ectoplasme du Colonel-Fabien, qui fait bouger, au moins au niveau du discours, le mammoth socialiste. Il faut réunir les conditions pour que la politique sociale libérale ait un prix et que les dirigeants de la gauche gouvernante sachent que si les élections, selon la formule consacrée, « se

gagnent au centre », elles peuvent aussi désormais se perdre à gauche.

Politis : *Est-ce que l'absence de consigne de vote au moment du second tour peut faire partie de ce prix ?*

Daniel Bensaïd : Le Parti socialiste a accentué la présidentialisation du régime. Il a maintenu un système électoral qui prend les minorités en otage en refusant tout élément de proportionnelle sauf aux élections européennes. C'est une forme de chantage à laquelle, à un moment donné, on peut ne plus céder. Il a choisi les règles du jeu. Qu'il en assume les conséquences.

Michel Surya : La mascarade a assez duré. Et je crois qu'il faudrait que la gauche au pouvoir se pose aussi la question des abstentionnistes, qui, pour beaucoup, sont des abstentionnistes de gauche. Il faudrait que la gauche plurielle fasse le bilan de ce qu'elle a fait et dont on a lieu de se plaindre, et de tout ce qu'elle n'a pas fait. Admettons au pire qu'elle soit aussi liée qu'elle le prétend par les marchés. Il n'en reste pas moins une marge symbolique d'action considérable – les prisons, différents droits, etc. – où elle s'est montrée pusillanime, prête à se renier toujours plus encore. Je ne vois pas quelle connivence nous pourrions entretenir avec elle.

Politis : *Mais est-il responsable de prendre le risque de faire réélire l'actuel président de la République en n'appelant pas à voter au second tour pour le candidat de la gauche ? Ne craignez-vous pas d'attirer les mêmes reproches que ceux qui ont été faits à Ralph Nader, c'est-à-dire d'avoir permis l'élection de George W. Bush ?*

Daniel Bensaïd : Le débat traverse toutes les forces militantes, pas seulement l'extrême gauche. Comment se soldera-t-il à l'approche des élections ? Personne ne le sait. Cela dit, on ne peut pas être éternellement captif de la logique du moindre mal.

Aux États-Unis, Bush est certainement pire que Gore sur certains points. Est-il pire du point de vue de la mobilisation sociale ? Ce n'est pas évident. Je ne me réjouis pas de l'élection de Berlusconi, mais mettre en cause, comme l'a fait Nanni Moretti, Refondation communiste, qui a été plutôt « responsable » au point de ne pas présenter de candidat face à l'Olivier là où le scrutin était uninominal, relève de la mauvaise foi. De même, lorsque les dirigeants de la gauche ou les médias brandissent le spectre du chiraco-gauchisme au lieu de se demander pourquoi, après quinze ans de gouvernement de gauche en vingt ans, et quatre ans de gauche plurielle, une part croissante de l'électorat populaire sanctionne sa politique par l'abstention ou par le vote extrême gauche.

Pour moi, le critère principal est de savoir ce qui renforce le mieux la confiance des opprimés et des exploités dans leur propre action, dans leur autonomie, dans leur capacité à agir.

Philippe Mangeot : Contrairement à ce que j'aurais dit il y a quelques années, j'estime que ne plus se sentir captif au second tour, aujourd'hui, c'est responsable.

Je crois qu'il faut essayer de déplacer les lieux où se joue le rapport de forces. Peut-être que la question du rapport de forces passe désormais par l'abstention, qui ne signifie pas forcément une désaffection citoyenne ni une évolution à l'américaine, mais peut-être une mobilisation ailleurs. Ou bien par des scores honorables de forces de contestation qui n'ont

pas pour vocation de gouverner, au risque de faire élire des gens à peine pires que ceux qui seront battus.

Pour moi, le score de Nader est plutôt une bonne nouvelle. Bien sûr, il aurait sans doute mieux valu que les démocrates gagnent. Mais

une fois qu'on a mis toutes les nuances possibles à la formule « bonnets blancs et blancs bonnets », il faut voir quel est le reste et ce qu'on fait du reste. À mon sens, notre travail est de nous placer là où se trouve le reste et de faire en sorte qu'il ne soit pas évacué d'un

revers de main. C'est cela que nous devons penser.

Propos recueillis par Marie-Édith Alouf
et Christophe Kantcheff
Politis, jeudi 14 juin 2001